

Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON

Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole Élargissement du service commun de la Direction des Relations Internationales Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans un esprit de coopération, la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole ont déjà mutualisé leur Direction générale des services, leur Cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (Culture, Communication, Affaires juridiques et de la commande publique, Finances, etc.).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé d'élargir le service commun de la Direction des Relations Internationales.

La Ville et la Métropole ont déjà approuvé la création du **service commun de la Direction de l'Attractivité, du Tourisme et des Relations Internationales** portant sur le seul poste de directeur par délibération n° 2016/522 en date du 15 décembre 2016 pour la Ville et par délibération n° 14350 en date du 14 décembre 2016 pour la Métropole.

Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole a acté dans sa séance du 16 juillet 2019 le rattachement hiérarchique de la Direction des Relations Internationales au Cabinet et celui de la Direction du Tourisme au Département développement Economique, Emploi Insertion. Il convient donc maintenant d'élargir le service commun de la Direction des Relations Internationales au poste de Responsable Administratif et Comptable.

Cette fonction est aujourd'hui assurée par des directions distinctes au sein de la Ville de Montpellier et de la Métropole. Néanmoins, leur objet, leur fonctionnement, leurs métiers sont proches tout autant que les enjeux auxquels elles doivent faire face. Une mutualisation permettra de favoriser la recherche permanente de

synergies et de transversalités entre les équipes.

L'élargissement de ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} décembre 2019 et concernera le seul poste de Responsable administratif et comptable. Les modalités de cet élargissement seront consignées dans un avenant à la convention initiale de service commun.

Le service commun de Direction des Relations Internationales sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entité à hauteur de 50% chacune.

L'avis des Comités Techniques de la Ville et de la Métropole a été sollicité sur la convention de service commun et sa fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'élargissement du service commun de Direction des Relations Internationales au poste de responsable administratif et comptable ;
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet avenant

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191121-107868-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 03/12/19
Réception en Préfecture : 03/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.